

N A T O ———— O T A N

SERVICE DE PRESSE

PRESS SERVICE

OTAN/NATO, 1110 Bruxelles ■ Telephones: 241 00 40 - 241 44 00 - 241 44 90 TELEX: 23-867

A ne diffuser qu'une fois le
discours prononcé
(conformité du texte à vérifier)

DISCOURS PRONONCE PAR M. E. MUSKIE, SECRETAIRE D'ETAT
AMERICAIN AUX AFFAIRES ETRANGERES, PRESIDENT D'HONNEUR
DU CONSEIL, A L'OCCASION DE LA CEREMONIE INAUGURALE DE
LA SESSION MINISTERIELLE DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD
A ANKARA, LE 25 JUIN 1980

Monsieur le Secrétaire général, Monsieur le Premier ministre,
chers collègues,

J'ai le privilège, en ma qualité de Président d'honneur
du Conseil de l'Atlantique Nord, d'ouvrir nos débats par quelques
observations.

Ne voulant pas abuser de ce privilège, je m'efforcerai
d'être bref.

Qu'il me soit tout d'abord permis d'exprimer notre profonde
gratitude au gouvernement et au peuple turcs pour l'hospitalité qui
nous est si aimablement prodiguée en ces lieux.

La Turquie est pour nous à la fois une alliée d'importance
vitale et une amie très chère. Elle fait face aux graves difficultés
économiques et sociales qui sont les siennes avec courage et dans
un authentique esprit de démocratie.

Cette attitude lui vaut, non seulement l'admiration, mais
aussi la coopération toute naturelle et le ferme soutien de ses Alliés
de l'OTAN.

Nos réunions continuent de marquer, comme autant de jalons,
la longue route que suit notre Alliance.

Nous sommes aujourd'hui confrontés à des défis redoutables,
comme nous en avons connus à maintes reprises depuis le début de
notre grande aventure commune.

Certes, il existera entre nous des différences, et il en
a d'ailleurs toujours été ainsi.

Pourtant, nul ne doit douter de notre unité fondamentale. Nous relèverons ensemble les nouveaux défis, comme nous l'avons fait pendant plus de trente ans.

La rapide expansion des forces armées soviétiques depuis déjà bien plus d'une décennie et la volonté manifeste de l'URSS de violer la souveraineté et de fouler aux pieds l'indépendance d'une autre nation exigent, de la part des Alliés, une riposte efficace... une riposte concertée et soutenue.

- Nous devons préserver l'équilibre militaire en Europe, par la pleine application des décisions que nous avons prises en matière de défense.

- Nous devons ne laisser subsister aucune équivoque quant à la fermeté avec laquelle nous nous opposerons à toute agression.

- Nous devons poursuivre nos efforts individuels visant à renforcer la stabilité dans cette région essentielle que constituent le golfe Persique et l'Asie du Sud-Ouest et à soutenir l'indépendance des pays qui en font partie.

- Et, ensemble, nous devons continuer de nous renforcer mutuellement, de façon que chaque pays membre puisse jouer pleinement son rôle et apporter une contribution de poids à notre sécurité collective.

Notre objectif n'est pas la confrontation : il consiste à réduire le danger de conflit global. Notre objectif est d'affermir la seule base possible pour la poursuite de la détente : la dissuasion et la modération réciproque.

- Moyennant le retrait rapide de toutes les forces soviétiques, nous sommes prêts à appuyer la formule d'un Afghanistan authentiquement indépendant et non aligné, ayant un gouvernement qui rallie les suffrages du peuple afghan.

- L'Ouest est prêt à rechercher des progrès continus dans la limitation des terrifiants arsenaux des deux camps, par un contrôle des armements fondé sur le principe de l'égalité. Les Etats-Unis s'efforceront de parvenir à la ratification du traité SALT II lorsqu'un tel objectif sera réalisable, et nous respecterons les termes de ce traité dans la mesure où l'autre partie fera de même. Le camp occidental demeure résolu à faire progresser les négociations de Vienne sur les réductions mutuelles et équilibrées de forces. Les Alliés sont prêts à négocier une égale limitation des forces nucléaires de théâtre à longue portée, tandis que s'engage le programme de modernisation décidé en décembre. Nous ne pouvons toutefois accepter la proposition selon laquelle des négociations ne sont possibles que si les pays de l'OTAN renoncent à établir, en ce qui concerne ces forces, un équilibre plus sûr et plus stable.

- En outre, les Alliés sont disposés à mener un dialogue franc et équilibré à la Conférence de Madrid. Celle-ci offre une importante occasion de voir dans quelle mesure chacun des trente-cinq Etats participants a rempli les engagements librement souscrits à Helsinki il y a cinq ans. Elle offre également la possibilité d'examiner de nouvelles propositions destinées à favoriser la poursuite des objectifs de la CSCE dans tous les domaines, en même temps que d'élargir et de renforcer des mesures de confiance qui soient significatives sur le plan militaire, vérifiables, et applicables à l'ensemble du continent européen. Les efforts que nous déploierons à Madrid devront en dernier ressort être jugés au sens tangible qu'ils prendront dans la vie quotidienne des individus partout en Europe - qu'il s'agisse de leur sécurité, de leur liberté ou de leur capacité de travailler les uns avec les autres.

- Enfin, et je tiens à le réaffirmer, la voie qui conduit à un élargissement de la coopération avec l'URSS et à une réduction des tensions en Europe et ailleurs pourra de nouveau être empruntée lorsque, dans les actes de l'Union soviétique, rien ne s'y opposera plus. L'Ouest est attaché à la recherche réaliste d'un terrain d'entente. Mais nous savons tous que la coopération ne peut être poursuivie que dans un climat de modération et sur la base du respect de la souveraineté et de l'indépendance d'autrui.

Nous garderons ouvertes nos voies de communication avec l'Union soviétique, afin de montrer avec la plus grande clarté la résolution qui est la nôtre et de conduire une action qui puisse véritablement contribuer à assurer la stabilité.

Aujourd'hui, notre Alliance est une fois encore mise à l'épreuve, l'Ouest se trouvant confronté à de nouvelles menaces pour sa sécurité en dehors de la zone du Traité, à de nouvelles pressions sur sa cohésion politique, à l'impératif constant du développement de ses défenses et du maintien du rapport des forces.

Depuis trente ans, toute l'histoire de notre Alliance atteste les progrès qui ont été réalisés dans le sens d'une adaptation de notre pensée et de notre action nous mettant en mesure de répondre à de nouveaux défis en matière de sécurité. Nous sommes ainsi parvenus à concilier les exigences de la sécurité et celles de la cohésion.

En effet, nous vivons tous en démocratie. Au sein de nos alliances aussi bien qu'à l'intérieur de nos pays, nous nous trouvons renforcés par la libre discussion qui peut se dérouler dans le cadre d'un système de valeurs communes et d'une confiance inébranlable. Aujourd'hui, comme aux précédentes réunions du Conseil, mesurant tous les avantages que nous apportent nos consultations, nous célébrons ces valeurs et cette confiance.